

Migrations et migrants : clés de lecture

Introduction

- a) Les migrations humaines constituent un sujet dont aujourd'hui presque tout le monde parle, notamment depuis qu'il est devenu progressivement un enjeu électoral majeur, et que les discours xénophobes ont réussi à vaincre les tabous du « politiquement correct » antiraciste et anti-discriminatoire. Beaucoup de partis politiques prônent une limitation drastique de l'immigration, en taxant d'« angélisme » ceux qui s'opposent à leur lecture de la situation, et se présentent comme les défenseurs de la « nation ». Selon eux, le « peuple » serait affecté au quotidien par la cohabitation avec des étrangers peu enclins à s'intégrer, et souhaiterait voir prévaloir la préférence nationale ainsi que la fermeture des frontières.
- b) L'Église en tant que communauté des croyants est souvent un reflet de l'ensemble de la société. Cela explique pourquoi, en dépit des orientations officielles, elle est de fait partagée entre l'envie d'aider les « pauvres » et la tendance à considérer que l'immigration représenterait un bouleversement de la vie sociale, de l'identité locale ainsi que des compromis ou des ajustements parfois acquis avec difficulté. Comme certains sondages l'indiquent, beaucoup de chrétiens ne sont pas nécessairement hostiles aux migrants, mais ils éprouveraient plutôt un sentiment de *peur*.
- c) Bien que fréquemment portées sur le devant de la scène et faisant l'objet de vifs débats, les migrations internationales demeurent un sujet méconnu. Les migrants en tant que personnes physiques et la migration en tant qu'aventure humaine se déroulant au sein de mille engrenages politiques, économiques et sociaux, ne sont jamais au centre des discours et des considérations, qui prennent plutôt en compte les *effets* de la migration sur les pays concernés.
- d) C'est ainsi que, la plupart du temps, la migration est abordée en termes de statistiques, de modèles mathématiques appliqués à la démographique ou à l'économie, de pourcentages, de nationalités ou de religions.

Partie I : comprendre la migration

- Sans prétendre imiter Jésus lorsque, dans le « Discours sur la montagne » rapporté dans l'Évangile de Saint-Mathieu, il répète : « Vous avez appris qu'il a été dit aux anciens... Eh bien ! moi je vous dis... », je voudrais ici revenir sur un certain nombre d'idées reçues concernant les migrations pour mieux voir et comprendre de quoi et de qui l'on parle.

a) LES CHIFFRES

- Qu'on le veuille ou non, dans tout débat sur les migrations on finit par parler chiffres. C'est un aspect certes important, mais trop instrumentalisé. Je me cantonnerai donc à mentionner quelques paramètres :
 - i) chaque pays reçoit chaque année beaucoup plus d'étrangers que ce que l'on croit. La plus grande majorité est *invisibilisée* et seule une infime minorité est *surexposée* ;
 - ii) l'octroi d'un visa est assujéti non pas à des critères culturels, sociaux, ethniques ou religieux, mais à des seuils de revenus. Or, la barre étant très haute, cela génère des flux migratoires « irréguliers, dangereux et chaotiques » (≠ « réguliers, surs, ordonnés »).
 - iii) si on dénombre actuellement, selon l'ONU, plus de 272 millions de migrants internationaux, ce chiffre n'inclut pas les irréguliers, les naturalisés et les descendants d'immigrés.
 - iv) le nombre officiel de *migrants forcés* dépasse les 70 millions, dont plus de 22 millions sont des réfugiés selon la définition de la Convention de Genève de 1951, modifiée par le Protocole de New York de 1967. Il s'agit d'un *stock* de personnes, la plupart vivant dans des camps, en attente parfois d'en sortir depuis des décennies. Seules 30 000 par an ont la chance d'être réinstallées ailleurs.

b) LA TERMINOLOGIE

- Les questions de terminologie mériteraient que l'on s'y attarde longuement, mais je voudrais mentionner ici deux erreurs qui ont cours aujourd'hui :

- i) la première erreur, l'une des plus courantes, et que l'Église commet aussi souvent, consiste à opérer une distinction entre les « migrants » et les « réfugiés », ce qui est faux :
- a. les réfugiés sont une sous-catégorie des migrants, et non une catégorie séparée ;
 - b. cette distinction cautionne une tendance générale qui voudrait que les migrants – sous-entendu « économiques » – soient par définition « indésirables » et que les réfugiés – sous-entendu « des personnes ayant été forcées à partir » – soient « désirables », les premiers n'ayant pas vocation à rester sur le territoire, les seconds méritant d'être accueillis ;
 - c. par ailleurs la frontière entre les « migrants » (sous-entendu « économiques », et donc « volontaires ») et les « réfugiés » (à savoir des exilés « forcés ») est en général très mince.
- ii) la deuxième erreur tend à présenter le réfugié comme un « demandeur d'asile » qui a obtenu gain de cause. Or, si l'asile relève d'une décision discrétionnaire de l'État qui accueille, en revanche le statut de réfugié n'est que la *reconnaissance* chez un exilé des caractéristiques définies par la Convention de Genève.

c) LES CAUSES DE LA MIGRATION

- Si la misère, les catastrophes naturelles et les guerres peuvent être à l'origine de déplacements importants, elles ne sont pas la raison principale des migrations internationales. Elles ne font que pousser les personnes à se mettre à l'abri dans l'endroit le plus proche.
- D'un point de vue *individuel* la décision de tenter l'aventure migratoire dépend d'un *projet de vie* qu'une infime minorité de l'humanité conçoit chaque année, sur la base de moyens et de perspectives que chaque futur migrant croit posséder.
- D'un point de vue *communautaire* le choix de l'exil est fait par une famille ou un groupe qui possède collectivement les moyens pour que un ou plusieurs de ses membres puissent migrer au nom des autres, actionnaires et/ou bénéficiaires de l'aventure migratoire.

- La migration se présente ainsi comme un pari risqué au regard des bénéfices escomptés en termes de développement humain, dans un contexte qui laisse toutefois au candidat très peu d'options pour qu'il obtienne :
 - i) plus de chances de promotion économique et/ou
 - ii) plus de chances de promotion professionnelle et/ou
 - iii) plus de sécurité (pour soi ou pour les membres de son entourage).

- D'un point de vue *macro-économique* la migration *massive* et systématique apparaît lorsque des « catalyseurs » (agences de migration, agences de recrutement, réseaux de passeurs et de fonctionnaires corrompus, migrants pionniers, accords entre gouvernements, etc.) mettent en relation l'*offre* d'un pays avec la *demande* d'un autre. Dans ce cas, même la migration « volontaire » se voit soumise aux règles strictes du marché qui imposent une ethnicisation des métiers et des services ainsi qu'une division par genre de ces derniers. Ce mécanisme migratoire donne lieu à plusieurs phénomènes :
 - i) la migration ne s'effectue pas de nation à nation, mais de région à région, d'un lieu déterminé à un autre lieu déterminé ;
 - ii) dans les zones concernées se crée une sorte de « culture de la migration », une propension à migrer grâce à la présence d'agences, d'un réseau social dans le pays de destination et de ressources mobilisées même par ceux qui ont déjà migré ;
 - iii) certaines régions du monde se présentent comme demandeuses de travailleurs et d'autres comme pourvoyeuses de main-d'œuvre.

- D'un point de vue *existentiel* la migration est au départ en général un choix provisoire, plus rarement définitif. Elle requiert un effort personnel considérable proportionnel à l'effort d'adaptation demandé et au *déracinement* vécu (distance, impossibilité de retours fréquents, isolement, etc.).

Partie II : comprendre les migrants

- a) Qu'est-ce qu'un « migrant » ? De nombreuses définitions existent, la plupart du temps forgées par des juristes ou des statisticiens afin de pouvoir distinguer de manière nette et précise les catégories qu'ils entendent employer. Nous n'utiliserons aucune de ces définitions, nous cantonnant, de manière générale, à dire qu'un migrant est une personne qui quitte son pays pour un nouveau lieu de vie, lui permettant d'atteindre rapidement des objectifs essentiels à son avenir ou à celui de ses proches.
- b) Être *migrant* ne signifie pas automatiquement être un *immigré*. Pour un État, tout étranger qui séjourne assez durablement sur son territoire est un immigré, mais pour l'intéressé lui-même ce n'est pas toujours le cas. En quittant son pays, un migrant choisit une destination et, aussi longtemps qu'il ne l'a pas atteinte, il demeure « en mouvement », bien qu'il puisse passer plusieurs années dans un pays de transit.
- c) Le terme « migrant », aujourd'hui souvent connoté dans un sens péjoratif, est très fortement lié au terme « étranger », celui-ci ne devant pas être pris dans son acception juridique (= non national). Plus son caractère d'étrangéité est accentué, à savoir plus sa distance économique, culturelle, juridique et sociale avec les autochtones est grande, et plus les nationaux tendent à le désigner comme un « migrant » par excellence, les autres étrangers devenant en revanche à leurs yeux de simples « expatriés ».
- d) Migrer requiert des moyens financiers importants et/ou un réseau d'appui solide tant dans le pays d'origine que dans le pays de destination ainsi qu'à chaque étape du trajet. Plus les moyens sont conséquents, et plus il est possible d'aller loin, d'éviter certains dangers et d'accomplir le trajet migratoire au plus vite. Migrer requiert aussi des ressources individuelles adéquates en termes de courage, de confiance en soi, d'espoir et de débrouillardise.
- e) Voilà pourquoi, bien que parfois les épreuves auxquelles les migrants sont confrontés les rendent semblables à des « miséreux », ils ont toujours un potentiel caché en termes de motivations, de soutien à distance de la part de leur réseau social et de compétences personnelles.

- f) Si l'on excepte le fait qu'ils soient des étrangers et qu'ils possèdent des statuts juridiques différents par rapport aux autochtones, les migrants se caractérisent par au moins trois aspects étroitement liés à leur situation : la *résilience*, le *provisoire* et le *déracinement*. Ils ont une propension à résister aux difficultés, ils se sentent toujours « de passage » et ils ont laissé derrière eux nombre de repères (linguistiques, sociaux, affectifs, culturels, etc.).
- g) La *résilience* permet aux migrants d'avoir des comportements paradoxaux. D'une part, bien qu'ils soient davantage touchés par le chômage que les nationaux, ou qu'ils soient plus fortement impactés par les conjonctures économiques négatives, ils arrivent souvent malgré tout à assurer les mêmes niveaux de transferts de fonds, voire à les augmenter. D'autre part, tout en étant confrontés à des humiliations quotidiennes (dévalorisation, discriminations, etc.), ils sont très peu enclins au suicide.
- h) Un sentiment de *provisoire* accompagne constamment les migrants, une sensation qui n'est pas simplement le fait de conditions de vie difficiles. Leur *projet migratoire* est dans la grande majorité des cas orienté vers le retour, une fois atteints les objectifs qu'ils se sont fixés. Au fil du temps, le nombre d'années nécessaires pour parvenir à réaliser leur projet tend à augmenter. Pour ces raisons, malgré une durée de séjour assez longue, les migrants mettent du temps avant d'« investir » et de « s'investir » dans le pays et dans la société d'accueil, gardant toujours présent à esprit l'idée d'un retour définitif dans leur pays d'origine.
- i) Puisque tout être humain a besoin d'une socialisation, d'une interaction satisfaisante avec son environnement social, le *déracinement* est une expérience que tous les migrants perçoivent, même les plus fortunés. Tout étranger aspire à recréer dans le pays d'accueil un environnement qui ne lui soit pas hostile, qu'il arrive à comprendre et « contrôler ». Malheureusement, et notamment quand les migrants disposent de faibles revenus, il est très rare que les autochtones aillent à sa rencontre, préférant plutôt leur envoyer des messages – conscients ou pas – de rejet.
- j) Les autochtones ont tendance à penser que le migrant ayant « choisi » de quitter son pays pour une nouvelle « patrie », il lui revient de « s'intégrer », autrement dit de tout mettre en œuvre pour faire un pas vers l'Autre et estomper ainsi leurs différences.

- k) En réalité, sans un premier effort mutuel de rapprochement entre immigrés et autochtones, aucune intégration n'est possible. Les deux populations ne sont pas uniquement clivées par leurs altérités linguistiques et culturelles, mais aussi par un *imaginaire* de hiérarchies ethniques, selon lequel plus on se rapproche des standards du premier monde et plus l'on appartiendrait à une civilisation « supérieure ».
- l) En vue d'effectuer ce rapprochement, soit les autochtones devraient adopter une démarche de *valorisation* des étrangers généralement considérés par l'opinion publique comme « inférieurs », soit les immigrés devraient tout faire pour acquérir les mêmes standards que les nationaux en matière de revenus, de droits et de promotion sociale. Laquelle des deux démarches paraît la plus simple ?